

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme

Version Modernisée pour le 21e Siècle

Préambule

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,
Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme,
Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression,
Considérant que les défis du monde moderne, notamment les transformations numériques, la crise environnementale planétaire, la persistance des inégalités structurelles et l'émergence d'acteurs non-étatiques dotés d'un pouvoir considérable, exigent une réaffirmation et une actualisation des droits fondamentaux,
Considérant que les droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux sont indissociables, interdépendants et se renforcent mutuellement,
Considérant qu'une conception intersectionnelle est nécessaire pour comprendre et combattre les formes multiples et conjuguées de discrimination,

L'Assemblée Générale proclame la présente Déclaration Universelle des Droits de l'Homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des Etats Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction. .

Universal Declaration of Human Rights

Modernized Version for the 21st Century

Preamble

Whereas recognition of the inherent dignity and of the equal and inalienable rights of all members of the human family is the foundation of freedom, justice and peace in the world,

Whereas disregard and contempt for human rights have resulted in barbarous acts which have outraged the conscience of mankind, and the advent of a world in which human beings shall enjoy freedom of speech and belief and freedom from fear and want has been proclaimed as the highest aspiration of the common people,

Whereas it is essential, if man is not to be compelled to have recourse, as a last resort, to rebellion against tyranny and oppression, that human rights should be protected by the rule of law,

Whereas the challenges of the modern world, including digital transformation, global environmental crisis, persistent structural inequalities, and the emergence of non-state actors wielding considerable power, require a reaffirmation and updating of fundamental rights,

Whereas civil, political, economic, social, cultural, and environmental rights are indivisible, interdependent, and mutually reinforcing,

Whereas an intersectional understanding is necessary to comprehend and combat multiple and overlapping forms of discrimination,

Now, Therefore THE GENERAL ASSEMBLY proclaims THIS UNIVERSAL DECLARATION OF HUMAN RIGHTS as a common standard of achievement for all peoples and all nations that all individuals and all organs of society, bearing this Declaration constantly in mind, may strive, through teaching and education, to promote respect for these rights and freedoms and to secure, by progressive national and international measures, their universal and effective recognition and observance, both among the peoples of the Member States themselves and among those of the territories under their jurisdiction.

Article 1

Français: Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité, y compris dans leurs interactions numériques et leur responsabilité envers l'environnement.

English: All human beings are born free and equal in dignity and rights. They are endowed with reason and conscience and should act towards one another in a spirit of brotherhood, including in their digital interactions and their responsibility towards the environment.

Article 2

Français: Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, d'identité ou d'expression de genre, d'orientation sexuelle, de caractéristiques sexuelles, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance, de handicap, de statut sérologique ou de toute autre situation.

De plus, aucune distinction ne sera faite sur la base du statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante.

English: Everyone is entitled to all the rights and freedoms set forth in this Declaration, without distinction of any kind, such as race, color, sex, gender identity or expression, sexual orientation, sex characteristics, language, religion, political or other opinion, national or social origin, property, birth, disability, HIV status, or other status. Furthermore, no distinction shall be made on the basis of the political, jurisdictional or international status of the country or territory to which a person belongs.

Article 3

Français: Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. Ce droit inclut la protection contre les menaces transnationales, y

compris la dégradation environnementale et l'utilisation abusive des technologies.

English: Everyone has the right to life, liberty and security of person. This right includes protection against transnational threats, including environmental degradation and the abusive use of technologies.

Article 4

Français: Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des êtres humains, sous toutes leurs formes, y compris l'exploitation des données personnelles à des fins de manipulation, sont interdits.

English: No one shall be held in slavery or servitude; slavery and the slave trade, in all their forms, including exploitation of personal data for manipulation purposes, shall be prohibited.

Article 5

Français: Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, qu'ils soient infligés par des acteurs étatiques ou non-étatiques.

English: No one shall be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, whether inflicted by state or non-state actors.

Article 6

Français: Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique, y compris dans les espaces numériques.

English: Everyone has the right to recognition everywhere as a person before the law, including in digital spaces.

Article 7

Français: Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans discrimination à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute

provocation à une telle discrimination. Cette protection s'applique également aux domaines régis par des systèmes algorithmiques et d'intelligence artificielle.

English: All are equal before the law and are entitled without any discrimination to equal protection of the law. All are entitled to equal protection against any discrimination in violation of this Declaration and against any incitement to such discrimination. This protection also applies to areas governed by algorithmic and artificial intelligence systems.

Article 8 - Droit au recours effectif / Right to Effective Remedy

Français:

1. Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi, y compris les violations commises par des entités privées.
2. Lorsque les recours internes sont épuisés ou indisponibles, toute personne a le droit de saisir les mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme compétents, conformément aux traités ratifiés par l'État concerné.
3. Les États s'engagent à coopérer pleinement avec les organes internationaux de surveillance des droits de l'homme et à mettre en œuvre leurs décisions et recommandations dans des délais raisonnables. Le non-respect persistant de ces obligations peut donner lieu à des mesures graduées, incluant l'assistance technique, la médiation internationale, et, en dernier recours, des sanctions ciblées.

English:

4. Everyone has the right to an effective remedy by the competent national tribunals for acts violating the fundamental rights granted him by the constitution or by law, including violations committed by private entities.
5. When domestic remedies have been exhausted or are unavailable, everyone has the right to petition competent international human rights mechanisms, in accordance with treaties ratified by the State concerned.
6. States undertake to cooperate fully with international human rights monitoring bodies and to implement their decisions and recommendations within reasonable timeframes. Persistent non-compliance with these obligations may result in graduated measures, including technical assistance, international mediation, and, as a last resort, targeted sanctions.

Article 9

Français: Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé. Nul ne peut faire l'objet d'une surveillance arbitraire ou indiscrete, qu'elle soit physique ou numérique.

English: No one shall be subjected to arbitrary arrest, detention or exile. No one shall be subjected to arbitrary or indiscriminate surveillance, whether physical or digital.

Article 10

Français: Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Ce droit s'étend aux procédures impliquant l'utilisation de preuves ou de décisions algorithmiques.

English: Everyone is entitled in full equality to a fair and public hearing by an independent and impartial tribunal, in the determination of his rights and obligations and of any criminal charge against him. This right extends to proceedings involving the use of algorithmic evidence or decisions.

Article 11

Français:

1. Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.

2. Nul ne sera condamné pour des actions ou des omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

English:

3. Everyone charged with a penal offence has the right to be presumed innocent until proved guilty according to law in a public trial at which he has had all the guarantees necessary for his defence.

4.No one shall be held guilty of any penal offence on account of any act or omission which did not constitute a penal offence, under national or international law, at the time when it was committed. Nor shall a heavier penalty be imposed than the one that was applicable at the time the penal offence was committed.

Article 12

Français: Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes. Ce droit inclut explicitement la protection contre la collecte, l'utilisation et la divulgation non consenties de ses données personnelles, ainsi que contre la surveillance de masse.

English: No one shall be subjected to arbitrary interference with his privacy, family, home or correspondence, nor to attacks upon his honour and reputation. Everyone has the right to the protection of the law against such interference or attacks. This right explicitly includes protection against the unconsented collection, use and disclosure of personal data, as well as against mass surveillance.

Article 13

Français:

1.Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État.

2.Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. Ce droit inclut la protection pour les personnes déplacées en raison de catastrophes environnementales ou climatiques.

English:

3.Everyone has the right to freedom of movement and residence within the borders of each state.

4.Everyone has the right to leave any country, including his own, and to return to his country. This right includes protection for persons displaced due to environmental or climate disasters.

Article 14

Français:

- 1.Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.
- 2.Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

English:

- 3.Everyone has the right to seek and to enjoy in other countries asylum from persecution.
- 4.This right may not be invoked in the case of prosecutions genuinely arising from non-political crimes or from acts contrary to the purposes and principles of the United Nations.

Article 15

Français:

- 1.Tout individu a droit à une nationalité.
- 2.Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

English:

- 3.Everyone has the right to a nationality.
- 4.No one shall be arbitrarily deprived of his nationality nor denied the right to change his nationality.

Article 16

Français:

- 1.À partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité, la religion ou l'orientation sexuelle, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.
- 2.Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux.

3.La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'État.

English:

4.Men and women of full age, without any limitation due to race, nationality, religion or sexual orientation, have the right to marry and to found a family. They are entitled to equal rights as to marriage, during marriage and at its dissolution.

5.Marriage shall be entered into only with the free and full consent of the intending spouses.

6.The family is the natural and fundamental group unit of society and is entitled to protection by society and the State.

Article 17

Français:

1.Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.

2.Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété. Ce droit s'étend à la protection des biens culturels et intellectuels, ainsi qu'à un degré raisonnable de contrôle sur les données personnelles qu'elle génère.

English:

3.Everyone has the right to own property alone as well as in association with others.

4.No one shall be arbitrarily deprived of his property. This right extends to the protection of cultural and intellectual property, as well as to a reasonable degree of control over the personal data one generates.

Article 18

Français: Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites. Ce droit inclut la liberté de se retirer des espaces numériques et de refuser l'implantation de technologies intrusives.

English: Everyone has the right to freedom of thought, conscience and religion; this right includes freedom to change his religion or belief, and freedom, either alone or in community with others and in public or private, to manifest his religion or belief in teaching, practice, worship and observance.

This right includes the freedom to withdraw from digital spaces and to refuse the implantation of intrusive technologies.

Article 19

Français: Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit, y compris par les canaux numériques. Les États ont la responsabilité de favoriser un environnement informationnel diversifié et fiable et de protéger les individus contre la désinformation systématique qui porte atteinte à d'autres droits.

English: Everyone has the right to freedom of opinion and expression; this right includes freedom to hold opinions without interference and to seek, receive and impart information and ideas through any media and regardless of frontiers, including through digital channels. States have the responsibility to promote a diverse and reliable information environment and to protect individuals against systematic disinformation that undermines other rights.

Article 20

Français:

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques.
2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association. Ce droit s'exerce également dans l'espace numérique pour organiser et participer à des assemblées pacifiques en ligne.

English:

3. Everyone has the right to freedom of peaceful assembly and association.
4. No one may be compelled to belong to an association. This right also applies in digital space for organizing and participating in peaceful online assemblies.

Article 21

Français:

1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.
2. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.
3. La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote. L'accès à l'information et la transparence des processus décisionnels, y compris ceux impliquant des systèmes automatisés, sont des conditions indispensables à l'exercice de ce droit.

English:

4. Everyone has the right to take part in the government of his country, directly or through freely chosen representatives.
5. Everyone has the right of equal access to public service in his country.
6. The will of the people shall be the basis of the authority of government; this will shall be expressed in periodic and genuine elections which shall be by universal and equal suffrage and shall be held by secret vote or by equivalent free voting procedures. Access to information and transparency of decision-making processes, including those involving automated systems, are essential conditions for the exercise of this right.

Article 22

Français: Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale et à la réalisation des conditions économiques, sociales, culturelles et environnementales indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale.

English: Everyone, as a member of society, has the right to social security and is entitled to realization of the economic, social, cultural and environmental conditions indispensable for his dignity and the free development of his personality through national effort and international cooperation.

Article 23

Français:

1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage, y compris dans les formes de travail non traditionnelles et dans l'économie des plateformes.

2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.

3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.

4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

English:

5. Everyone has the right to work, to free choice of employment, to just and favourable conditions of work and to protection against unemployment, including in non-traditional forms of work and in the platform economy.

6. Everyone, without any discrimination, has the right to equal pay for equal work.

7. Everyone who works has the right to just and favourable remuneration ensuring for himself and his family an existence worthy of human dignity, and supplemented, if necessary, by other means of social protection.

8. Everyone has the right to form and to join trade unions for the protection of his interests.

Article 24

Français: Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques. Ce droit inclut le droit à la déconnexion dans le contexte du travail numérique.

English: Everyone has the right to rest and leisure, including reasonable limitation of working hours and periodic holidays with pay. This right includes the right to disconnect in the context of digital work.

Article 25

Français:

1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.

3. **Droit à un environnement sain:** Toute personne a le droit de vivre dans un environnement propre, sain, durable et respectueux de la biodiversité, et a le droit d'être protégée contre les effets préjudiciables des crises environnementales et climatiques.

English:

4. Everyone has the right to a standard of living adequate for the health and well-being of himself and of his family, including food, clothing, housing and medical care and necessary social services, and the right to security in the event of unemployment, sickness, disability, widowhood, old age or other lack of livelihood in circumstances beyond his control.

5. Motherhood and childhood are entitled to special care and assistance. All children, whether born in or out of wedlock, shall enjoy the same social protection.

6. **Right to a healthy environment:** Everyone has the right to live in a clean, healthy, sustainable and biodiverse environment, and has the right to be protected from the harmful effects of environmental and climate crises.

Article 26

Français:

1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

2. L'éducation doit viser au plein épanouissement of the human personality and to the strengthening of respect for human rights and fundamental freedoms. It shall promote understanding, tolerance and friendship among all

nations, racial or religious groups, and shall further the activities of the United Nations for the maintenance of peace.

3.**Droit à la littératie numérique:** L'éducation doit préparer chaque individu à vivre dans une société numérique, en dispensant les compétences nécessaires pour utiliser les technologies de manière critique, sûre et autonome.

English:

4.Everyone has the right to education. Education shall be free, at least in the elementary and fundamental stages. Elementary education shall be compulsory. Technical and professional education shall be made generally available and higher education shall be equally accessible to all on the basis of merit.

5.Education shall be directed to the full development of the human personality and to the strengthening of respect for human rights and fundamental freedoms. It shall promote understanding, tolerance and friendship among all nations, racial or religious groups, and shall further the activities of the United Nations for the maintenance of peace.

6.**Right to digital literacy:** Education must prepare each individual to live in a digital society, providing the skills necessary to use technologies critically, safely, and autonomously.

Article 27

Français:

1.Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

2.Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

3.Le progrès scientifique et technologique ne doit pas porter atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales. Il doit être conduit dans le respect de l'éthique et du principe de précaution, en particulier dans les domaines de la biogénétique et de l'intelligence artificielle.

English:

4.Everyone has the right freely to participate in the cultural life of the community, to enjoy the arts and to share in scientific advancement and its benefits.

5. Everyone has the right to the protection of the moral and material interests resulting from any scientific, literary or artistic production of which he is the author.
6. Scientific and technological progress must not undermine human rights and fundamental freedoms. It must be conducted with respect for ethics and the precautionary principle, particularly in the fields of biogenetics and artificial intelligence.

Article 28

Français: Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet. Cet ordre international doit être fondé sur la coopération multilatérale, la solidarité et la responsabilité commune mais différenciée face aux défis globaux.

English: Everyone is entitled to a social and international order in which the rights and freedoms set forth in this Declaration can be fully realized. This international order must be based on multilateral cooperation, solidarity, and common but differentiated responsibility in the face of global challenges.

Article 29

Français:

1. L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seule le libre et plein développement de sa personnalité est possible.
2. Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique, y compris la protection de l'environnement et la sécurité numérique collective.
3. Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies.

English:

4. Everyone has duties to the community in which alone the free and full development of his personality is possible.

5. In the exercise of his rights and freedoms, everyone shall be subject only to such limitations as are determined by law solely for the purpose of securing due recognition and respect for the rights and freedoms of others and of meeting the just requirements of morality, public order and the general welfare in a democratic society, including the protection of the environment and collective digital security.
6. These rights and freedoms may in no case be exercised contrary to the purposes and principles of the United Nations.

Article 30

Français: Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un État, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés, y compris par la dégradation délibérée de l'environnement ou la mise en place de systèmes de surveillance généralisée.

English: Nothing in this Declaration may be interpreted as implying for any State, group or person any right to engage in any activity or to perform any act aimed at the destruction of any of the rights and freedoms set forth herein, including through deliberate environmental degradation or the establishment of mass surveillance systems.

Article 31 - Droit à l'autodétermination informationnelle / Right to Informational Self-Determination

Français: Toute personne a le droit de décider elle-même de la communication et de l'utilisation de ses données personnelles. Elle a le droit d'accéder à ses données, de les rectifier, de les effacer et d'en limiter le traitement. La collecte et le traitement de données à grande échelle doivent être transparents, fondés sur une base légale et respecter le principe de minimisation.

English: Everyone has the right to decide for themselves on the communication and use of their personal data. They have the right to access their data, to rectify it, to erase it, and to limit its processing. Large-scale data collection and processing must be transparent, based on a legal basis, and respect the principle of minimization.

Article 32 - Responsabilité des acteurs non-étatiques / Responsibility of Non-State Actors

Français:

1. Les entreprises transnationales et autres entités commerciales ont la responsabilité directe de respecter tous les droits de l'homme énoncés dans la présente Déclaration. Cette responsabilité s'exerce indépendamment des obligations des États et ne peut être invoquée par ceux-ci pour diminuer leurs propres devoirs de protection.

2. Obligations de diligence raisonnable: Les entreprises doivent:

- a. Conduire des évaluations d'impact sur les droits de l'homme préalablement à leurs activités et de manière continue.
- b. Mettre en place des systèmes de prévention, d'atténuation et de réparation des violations.
- c. Assurer la transparence par la publication périodique de rapports détaillés sur leurs pratiques en matière de droits de l'homme.
- d. Garantir l'accès des parties prenantes à des mécanismes de plainte effectifs.

3. Mécanismes d'application: Les États doivent établir des cadres juridiques contraignants prévoyant:

- a. Des sanctions administratives et pénales proportionnées aux violations.
- b. La responsabilité civile permettant aux victimes d'obtenir réparation.
- c. L'extraterritorialité pour les violations commises par leurs entreprises nationales à l'étranger.
- d. La coopération judiciaire internationale pour faciliter l'accès à la justice.

4. Un Tribunal International pour la Responsabilité des Entreprises sera établi pour connaître des violations graves et systématiques lorsque les juridictions nationales se révèlent inadéquates. Ce tribunal aura compétence pour ordonner des mesures conservatoires, infliger des amendes, et contraindre à la réparation intégrale des préjudices.

English:

5. Transnational corporations and other business entities have the direct responsibility to respect all human rights set forth in this Declaration. This responsibility operates independently of State obligations and may not be invoked by States to diminish their own duties of protection.

6. Due diligence obligations: Businesses must:

- a. Conduct human rights impact assessments prior to their activities and on an ongoing basis.

- b. Establish systems for prevention, mitigation, and remediation of violations.
- c. Ensure transparency through periodic publication of detailed reports on their human rights practices.
- d. Guarantee stakeholder access to effective complaint mechanisms.

7. **Enforcement mechanisms:** States must establish binding legal frameworks providing for:

- a. Proportional administrative and criminal sanctions for violations.
- b. Civil liability enabling victims to obtain redress.
- c. Extraterritoriality for violations committed by their national enterprises abroad.
- d. International judicial cooperation to facilitate access to justice.

An International Tribunal for Corporate Responsibility shall be established to adjudicate serious and systematic violations when national jurisdictions prove inadequate. This tribunal shall have the authority to order provisional measures, impose fines, and compel full reparation for damages.

Article 33 - Droit à l'équité intergénérationnelle / Right to Intergenerational Equity

Français: Les politiques des États et de la communauté internationale doivent être conduites dans le souci de préserver les droits et les intérêts des générations futures.

English: The policies of States and the international community must be conducted with a view to preserving the rights and interests of future generations.

Article 34 - Droit à la paix et à la sécurité humaines / Right to Peace and Human Security

Français: Toute personne a le droit de jouir de la paix et de vivre dans un environnement sûr. Ce droit nécessite que les États règlent leurs différends par des moyens pacifiques et luttent contre les causes profondes des conflits.

English: Everyone has the right to enjoy peace and to live in a safe environment. This right requires that States settle their disputes by peaceful means and combat the root causes of conflict.

Article 35 - Complémentarité avec les systèmes régionaux / Complementarity with Regional Systems

Français:

1. Les dispositions de la présente Déclaration complètent et renforcent les instruments régionaux de protection des droits de l'homme sans les remplacer. En cas de divergence entre les standards énoncés dans cette Déclaration et ceux des systèmes régionaux, le niveau de protection le plus élevé s'applique.

2. Les États parties aux systèmes régionaux de protection des droits de l'homme demeurent liés par leurs obligations existantes. Les mécanismes de coordination entre les instances internationales et régionales doivent être établis pour assurer la cohérence jurisprudentielle et éviter les conflits de compétence.

3. Les États s'engagent à harmoniser progressivement leurs législations nationales avec les standards les plus protecteurs, qu'ils découlent de cette Déclaration ou des instruments régionaux auxquels ils sont parties.

English:

4. The provisions of this Declaration complement and strengthen regional human rights protection instruments without replacing them. In case of divergence between the standards set forth in this Declaration and those of regional systems, the higher level of protection shall apply.

5. States parties to regional human rights protection systems remain bound by their existing obligations. Coordination mechanisms between international and regional bodies shall be established to ensure jurisprudential coherence and avoid conflicts of jurisdiction.

6. States undertake to progressively harmonize their national legislation with the most protective standards, whether they derive from this Declaration or the regional instruments to which they are party.

ARTICLE 36 - Mécanismes de suivi et d'évaluation / Monitoring and Evaluation Mechanisms

Français

Un Conseil International des Droits de l'Homme Renforcé, composé de

représentants des États, de la société civile, et d'experts indépendants, supervise l'application de la présente Déclaration.

Ce Conseil établit des procédures d'examen périodique universel renforcées, incluant :

- L'évaluation régulière des progrès réalisés par chaque État.
- La publication d'indicateurs mesurables de respect des droits.
- L'identification des bonnes pratiques et leur diffusion.
- L'assistance technique aux États en difficulté.

Un système d'alerte précoce identifie les situations de détérioration des droits de l'homme et déclenche des mécanismes de réponse graduée, allant de la médiation diplomatique aux sanctions ciblées contre les responsables de violations graves et persistantes.

English

A strengthened International Human Rights Council, composed of representatives of States, civil society, and independent experts, shall supervise the implementation of this Declaration.

This Council shall establish enhanced Universal Periodic Review procedures, including:

- Regular assessment of progress made by each State.
- Publication of measurable indicators of rights compliance.
- Identification of best practices and their dissemination.
- Technical assistance to States facing difficulties.

An early warning system shall identify situations of deteriorating human rights and trigger graduated response mechanisms, ranging from diplomatic mediation to targeted sanctions against perpetrators of grave and persistent violations.

ARTICLE 37 - Dispositions transitoires / Transitional Provisions

Français

Les États disposent d'un délai de cinq ans à compter de l'adoption de cette Déclaration pour harmoniser leurs législations nationales avec ses dispositions. Des dérogations temporaires peuvent être accordées aux États en développement, conditionnellement à l'établissement de plans de mise en œuvre assortis d'échéanciers précis.

Les entreprises disposent d'un délai de trois ans pour se conformer aux obligations énoncées à l'Article 32. Les mécanismes de recours prévus entrent en vigueur progressivement selon un calendrier établi par le Conseil International des Droits de l'Homme Renforcé.

English

States shall have a period of five years from the adoption of this Declaration to harmonize their national legislation with its provisions. Temporary derogations may be granted to developing States, conditional upon the establishment of implementation plans with precise timelines.

Businesses shall have a period of three years to comply with the obligations set forth in Article 32. The redress mechanisms provided for shall enter into force progressively according to a schedule established by the strengthened International Human Rights Council.